

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

N° 13 683

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

VU le schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux approuvé le 6 août 1996,

VU la demande et les plans annexés produits le 30 juillet 1999 par le Président Directeur Général de la Société CURAT-DOP en vue de réactualiser les prescriptions de son établissement,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 9 mai 2000,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 mai 2000,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a pris des mesures de nature à limiter les nuisances sonores, notamment au moyen de dispositifs de capotage, de plafonds absorbants de bruit et de parois à isolation phonique,

CONSIDÉRANT que les mesures imposées et les moyens mis en place qui prévoient l'économie et le recyclage des eaux de refroidissement permettront de limiter les flux d'eau ; que les mesures imposées qui prévoient la mise en conformité des installations de pré-traitement des eaux industrielles permettront de garantir le rejet au réseau collectif d'assainissement par la signature d'une convention de raccordement ; que les mesures imposées et les moyens mis en place qui prévoient en particulier une réserve hydraulique sur le site, un système de désenfumage des ateliers de fabrication et un mur coupe-feu dans le local de maintenance sont de nature à assurer la prévention des risques d'incendie et d'explosion,

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PREALABLES

1.1 BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION

La Société **CURAT-DOP**, dont le siège social est situé 69, Avenue Jean Jaurès à **PESSAC** est autorisée à poursuivre l'exploitation à cette même adresse d'un établissement spécialisé dans la fabrication industrielle de biscuits, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté.

1.2 AUTRES REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du Code Civil, du Code de l'Urbanisme, du Code du Travail et du Code des Communes.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

1.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations classées ou non classées de l'établissement.

La production moyenne annuelle est de 6000 tonnes de biscuits et la capacité maximale de production quotidienne est de 57 tonnes.

1.4 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

<i>Désignation des activités</i>	<i>Capacité</i>	<i>Rubriques de la nomenclature</i>	<i>Régime (A ou D)</i>
Préparation/conservation de produits alimentaires d'origine végétale comportant en particulier des opérations de cuisson pour la fabrication de biscuits	Quantité maximale de produits entrant : 57,3 tonnes par jour (farine, sucre, huile de palme, chocolat)	2220-1	A
Préparation/conservation de produits alimentaires d'origine animale comportant en particulier des opérations de cuisson pour la fabrication de biscuits	Quantité maximale de produits entrant : 2,56 tonnes par jour (beurre, saindoux)	2221-1	A

<i>Désignation des activités</i>	<i>Capacité</i>	<i>Rubriques de la nomenclature</i>	<i>Régime (A ou D)</i>
Installations de réfrigération et compression fonctionnant à des pressions supérieures à 10 ⁵ Pa (fluides non inflammables ou non toxiques)	Puissance thermique et frigorifique = 760 kW	2920-2.a)	A
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable = 14,6 kW	2925	D
Entrepôt couvert pour le stockage des matières combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes	Volume du local de stockage : 19207 m³	1510-2	D
Broyage et tamisage de substances végétales. La puissance installée de l'ensemble des machines étant inférieure à 40 kW	Installations de tamisage de farine et de broyage de sucre d'une puissance égale à 15,5 kW	2260	NC
Installations de combustion	Puissance thermique inférieure à 2 MW	2910-A	NC

1.5 CONFORMITE AUX PLANS ET AU DOSSIER DEPOSE

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions présentées dans le dossier de régularisation, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

Par application de l'article 20 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6 EMBLACEMENT DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées en bordure de l'Avenue Jean Jaurès sur la commune de PESSAC dans le département de la Gironde sur les parcelles cadastrales n°152, 153, 155 et 215.

1.7 REGLEMENTATION DES INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions des arrêtés-types n°3, n°183 ter sont applicables aux activités soumises à déclaration visées respectivement par les numéros de nomenclature suivants :

- 2925 pour l'atelier de charge d'accumulateurs ;
- 1510 pour l'entrepôt couvert pour le stockage de matières combustibles.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION

2.1 OBJECTIFS GENERAUX

Les installations sont conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols une ou des substances quelconques ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner des atteintes aux intérêts visés par l'article 1 de la loi du 76-663 du 19 juillet 1976 et plus particulièrement :

- des effets incommodants pour le voisinage ;
- des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique ;
- des dommages à la flore ou à la faune ;
- des atteintes à la production agricole ;
- des atteintes aux biens matériels ;
- des atteintes à la conservation des constructions et monuments ;
- des atteintes aux performances des réseaux et stations d'assainissement ;
- des dégagements en égout directement ou indirectement de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ;
- des atteintes aux ressources en eau ;
- des limitations d'usage des zones de baignade et autres usages légitimes des milieux.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;
- réduire les risques d'accident et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement.
- assurer l'esthétique du site.

Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations doit être au minimum aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

2.2 CONCEPTION ET AMENAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent doivent être conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement vis à vis de la protection des intérêts visés à l'article 1 de la loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents doivent être disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de produits toxiques ou dangereux doivent porter de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

2.3 ACCES, VOIES ET AIRES DE CIRCULATION

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations.

Durant les heures d'activité, l'accès aux installations doit être contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) doit indiquer les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès, et d'autre part sur la clôture.

Les bâtiments et dépôts doivent être facilement accessibles par les services d'incendie et de secours.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules doivent être revêtues et convenablement nettoyées. Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques de circulation.

Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant doit établir des consignes d'accès et de circulation des véhicules dans l'établissement ainsi que des consignes de chargement et déchargement des véhicules.

L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier, des dispositions appropriées doivent être prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes.

2.4 ENTRETIEN DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.5 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) doivent être obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés. Elles doivent comporter explicitement les différents contrôles à effectuer.

ARTICLE 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

3.1 PRELEVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU

3.1.1 Dispositions générales

La consommation annuelle d'eau ne doit pas excéder 30 000 m³ pour une production de 6000 tonnes de biscuits.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Ainsi, l'exploitant est tenu d'adresser à l'inspecteur des installations classées, dans un délai de six mois, une étude sur les possibilités d'économie ou de recyclage des eaux de refroidissement notamment. Dans l'hypothèse d'un résultat favorable de l'étude, l'exploitant disposera d'un délai de deux ans pour mettre en place un procédé permettant de réduire la consommation d'eau.

Les circuits en refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 5 m³/j.

Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

3.1.2 Equipement - Exploitation

L'eau prélevée pour les besoins de l'installation provient d'une part du réseau d'adduction public et d'autre part d'un puits situé sur le site.

Les deux réseaux de distribution d'eau ne doivent pas être en communication.

L'eau du forage captée à 8 mètres de profondeur est utilisée comme fluide caloporteur.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.

Tout captage d'eau à usage sanitaire doit faire l'objet d'une autorisation délivrée en application du Code de la santé publique.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux

superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.

3.2 AMENAGEMENT DES RESEAUX D'EAUX

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On distingue les réseaux d'eaux pluviales externes, d'eaux pluviales internes, d'eaux de refroidissement, d'eaux industrielles et d'eaux sanitaires, notamment à l'aide de couleur différente conformément à la norme NF X 08 100.

Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire doivent être protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du Code de la santé publique. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite.

Tout rejet direct dans le milieu naturel depuis les réseaux transportant des eaux polluées doit être rendu physiquement impossible.

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

3.3 AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET

Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

3.4 SCHEMAS DE CIRCULATION DES EAUX

L'exploitant tiendra à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui doivent être en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.

Ces schémas, qui doivent être tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées, indiqueront, pour chaque branche, les valeurs de débits, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de marche.

3.5 EAUX DE PLUIE ET EAUX DE REFROIDISSEMENT

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité.

Deux réseaux « eaux pluviales » collectent les eaux de refroidissement, les eaux de ruissellement en toiture et les eaux de ruissellement recueillies sur les aires goudronnées de l'ensemble du site.

Les eaux pluviales sont ensuite rejetées dans le réseau public eaux de pluies de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Un diaphragme régule le débit de sortie.

Les eaux pluviales susceptibles d'être en contact avec les produits traités ou entreposés, en particulier celles recueillies sur les aires de dépotage, doivent être collectées par un réseau spécifique et dirigées vers le circuit de traitement des eaux industrielles.

3.6 EAUX INDUSTRIELLES

Le rejet de ces eaux, sans traitement, dans le milieu naturel est interdit en toute circonstance.

Le réseau de collecte des eaux industrielles est raccordé à une unité de pré-traitement installée sur le site. Les effluents pré-traités sont ensuite dirigés dans le réseau public eaux usées de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

3.6.1 Traitement des eaux industrielles

Les installations de pré-traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de pré-traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les appareils de pré-traitement sont constamment maintenus en état de propreté.

Le raccordement des réseaux d'eaux industrielles à la station d'épuration collective doit faire l'objet d'une convention passée entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration. Elle fixe les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents déversés. Elle énonce les obligations de l'exploitant en matière d'autosurveillance.

3.6.2 Entretien des réseaux et bassins

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.

Les observations relevées au cours de ces opérations ainsi que les anomalies constatées doivent figurer sur le registre prévu à cet effet.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

3.7 EAUX USEES SANITAIRES

Les eaux usées sanitaires sont évacuées par raccordement au réseau eaux usées de la Communauté Urbaine de Bordeaux dans le respect des prescriptions du règlement édictées par le service d'assainissement.

3.8 VALORISATION DES BOUES DE TRAITEMENT

Les boues de décantation sont prises en décharge et recyclées dans un centre technique agréé.

3.9 LIMITATION DES REJETS AQUEUX

3.9.1 Principes généraux

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

3.9.2 Valeurs limites

➤ *Les eaux résiduaires*

Les valeurs limites de concentration, imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à la station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

PARAMETRES	VALEURS	NORMES DE MESURES
Débit maxi rejeté en m ³ /j	12	
Débit moyen rejeté en m ³ /j	9	
pH	5,5 - 8,5 u pH	NF T 90 008
Température	30 ° C	

PARAMETRES	VALEURS en mg/l	FLUX max en Kg/j	NORMES DE MESURES
DCO	2000	24,00	NF T 90 101
DBO5	800	9,60	NF T 90 103
MES	600	7,20	NF EN 872
AZOTE GLOBAL (1)	150	1,80	NF EN ISO 25663 - NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 - NF EN ISO 13395 et 26777 - FD T 90 045
PHOSPHORE	50	0,60	NF T 90 023
HUILES ET GRAISSES (SEC)	150	1,80	

(1) L'azote global représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en diminuant voire en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Dans tous les cas, l'exploitant informera l'inspecteur des installations classées, auquel il remettra sans délai, un rapport d'accident, analysant les mesures à prendre pour prévenir son renouvellement.

➤ *Les eaux pluviales et les eaux de refroidissement*

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	100	NF EN 872
DCO	300	NFT 90101
DBO5	100	NFT 90103
Azote Global	10	NF EN ISO 25663
Phosphore Total	10	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114

➤ *Les eaux domestiques*

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Elles sont rejetées au réseau public d'assainissement.

3.10 SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance de ses eaux résiduaires et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantissent le respect des normes de rejet.

Dans cette optique, les caractéristiques de fonctionnement des installations sont étudiées, puis périodiquement vérifiées par l'exploitant dans les différentes configurations de marche.

Les modalités des contrôles définies dans le présent article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.

3.10.1 Modalités d'autosurveillance des eaux résiduaires

Tous les points de prélèvement des eaux doivent être équipés de dispositifs de mesures et d'enregistrement des quantités d'eau prélevée.

Chaque point de rejet, y compris ceux des eaux de refroidissement est équipé de dispositifs de mesures et d'enregistrement des débits.

Les mesures en concentration doivent être effectuées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement des installations à partir de prélèvements sur 24 heures proportionnels au débit. Ils doivent être conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NF T 90 513.

Le programme d'autosurveillance des rejets au réseau public est réalisé dans les conditions suivantes :

Paramètres	Unités	Fréquence de mesurage	Type de laboratoire	Normes
Débit prélevé	m ³ /j	journalière	interne	-
Débit rejeté	m ³ /j	journalière	interne	-
pH	-	journalière	interne	NF T 90 008
Température	°C	journalière	interne	-
MES	mg/l et kg/j	trimestrielle	externe agréé	NF EN 872
DCO	mg/l et kg/j	trimestrielle	externe agréé	NF T 90 101
DBO ₅	mg/l et kg/j	trimestrielle	externe agréé	NF T 90 103
Azote Kjeldahl	-	trimestrielle	externe agréé	NF EN ISO 25663
Phosphore total	-	trimestrielle	externe agréé	NF T 90 023
Huiles et graisses	-	trimestrielle	externe agréé	-

Le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimé à partir de la consommation d'eau.

Les mesures effectuées par un laboratoire extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement sont à la charge de l'exploitant.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Un bilan de pollution sera réalisé au moins une fois par an par un organisme compétent.

Des mesures et des contrôles supplémentaires de rejets pourront à tout moment être prescrits par l'inspecteur des installations classées. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant de la biscuiterie.

3.10.2 Information concernant la pollution aqueuse

Un registre spécial sur lequel doivent être notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins deux ans.

Ces registres pourront être remplacés par d'autres supports d'information définis en accord avec l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

4.1 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.

Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques.

Les émissions à l'atmosphère ne pourront avoir lieu qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitement implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.

La combustion à l'air libre est interdite.

4.2 EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés.

4.3 ENTRETIEN

L'entretien des équipements de combustion, des conduits d'évacuation et des dispositifs de traitements des fumées doit se faire aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer le respect des valeurs limites édictées ci-après.

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien doivent être portés sur un registre éventuellement tenant lieu de livret de chaufferie.

4.4 CONDUITS D'EVACUATION DES EFFLUENTS CANALISES

Les caractéristiques de construction des conduits d'évacuation à l'atmosphère, doivent assurer une bonne diffusion des fumées de façon à ne pas entraîner de gêne dans les zones accessibles à la population. La forme des conduits doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les hauteurs des cheminées doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

4.5 LIMITATION DES REJETS ATMOSPHERIQUES

4.5.1 Principes généraux

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvin), de pression (101,3 kilo pascal) et de teneur en oxygène (x%), après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les valeurs limites des rejets doivent être conformes aux dispositions contenues dans la réglementation en vigueur.

4.5.2 Valeurs limites

Le débit de gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K, 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume pour les combustibles gazeux.

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie sous chaudières doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :

Paramètres	Valeur limite en mg/m³	Normes
Poussières	5	NF X 44 052
Oxydes de soufre en équivalent SO ₂	35	XP X 43 310
Oxydes d'azote en équivalent NO ₂	150	-

4.6 SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement par un organisme agréé. Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Des mesures et des contrôles supplémentaires ou occasionnels pourront à tout moment être prescrits par l'inspecteur des installations classées, tant à l'émission que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 : ELIMINATION DES DECHETS INTERNES

5.1 GESTION GENERALE DES DECHETS

Les déchets internes à l'établissement doivent être collectés, triés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Toute disposition doit être prise permettant de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 sur les déchets et de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 sur les installations classées et des textes pris pour leur application.

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

5.2 STOCKAGE DES DECHETS

Les déchets produits par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants doivent être stockés à l'abri des intempéries, sur des aires étanches et disposant d'un circuit de collecte des eaux relié au circuit général des eaux usées industrielles de l'établissement.

Les déchets pâteux ou liquides doivent être contenus dans des récipients étanches, à l'abri des intempéries et après neutralisation s'ils présentent un caractère acide.

5.3 ELIMINATION DES DECHETS

Suivant l'étude des déchets incluse dans le dossier réalisé par l'exploitant, le bilan de production et d'élimination des déchets donné à titre indicatif, s'établit comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-après

:

Référence à la nomenclature déchets	Nature du déchet	Quantité annuelle	Filière de traitement
Déchets d'emballages			
15 01 01	Cartons - papiers	110 tonnes	Recyclage
15 01 02	Matières plastiques	Non déterminée	Traitement
15 01 03	Bois	50 tonnes	Recyclage
Déchets de fabrication			
02 06 00	Biscuits non-conformes et brisures	77 tonnes	Recyclage
02 06 00	Pâtes	12 tonnes	Recyclage
Déchets de maintenance			
12 00 00	Métaux	4 tonnes	Recyclage
13 00 00	Huiles	200 litres	Traitement
14 00 00	Solvants	200 litres	Traitement
Déchets de pré-traitement des effluents liquides			
19 08 02	Boues de décantation	34 tonnes	Compostage

5.4 SUIVI DE LA PRODUCTION ET DE L'ELIMINATION DES DECHETS

L'exploitant tiendra une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés.

A cet effet, il tiendra à jour un registre daté sur lequel doivent être notées les informations suivantes :

- les quantités de déchets produites, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques, les modalités de leur stockage ;
- les dates et modalités de leur récupération ou élimination en interne ;
- les dates et modalités de cession, leur filière de destination.

Ces registres doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

5.5 INFORMATION CONCERNANT LES DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans les installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 3 ans.

Les huiles usagées et les huiles de vidange doivent être récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles doivent être cédées à un ramasseur ou à un éliminateur agréé dans les conditions prévues par le décret n°85-387 du 29 mars 1985.

ARTICLE 6 : PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

Les installations doivent être implantées, construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'établissement sans préjuger des dispositions arrêtées ci-après.

6.1 VEHICULES - ENGINS DE CHANTIER

Les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

6.2 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.3 VIBRATIONS

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

6.4 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT ET DE VIBRATION

6.4.1 Principes généraux

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- *émergence* : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elle est mesurée conformément aux dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement – Méthodes particulières de mesurage » de décembre 1996.
- *zones à émergence réglementée* :
 - ✓ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
 - ✓ les zones constructibles, à l'exclusion des zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation ;
 - ✓ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation, et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

6.4.2 Valeurs limites de bruit

Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs des niveaux de bruit admissibles en limite de propriété ne doivent pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

6.5 AUTOCONTROLES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant doit faire réaliser, tous les trois ans, à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme ou une personne qualifié(e) et indépendant(e). Ces mesures se font en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée les plus sensibles.

L'acquisition des données à chaque emplacement de mesure se fait conformément à la méthodologie définie dans l'annexe technique de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les conditions de mesurages doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée de mesurage ne peut être inférieure à la demi-heure pour chaque point de mesure et chaque période de référence.

ARTICLE 7 : LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS – REHABILITATION

7.1 PROPRETE DU SITE

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation...).

L'exploitant tiendra à jour un schéma d'aménagement.

Les bâtiments et les installations doivent être entretenus régulièrement.

7.2 OBJECTIFS DE LA REHABILITATION DU SITE A L'ARRET DES INSTALLATIONS

Conformément aux indications de l'étude d'impact, le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant sa réutilisation ultérieure.

D'une façon générale, le site est remis dans état tel que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi n°77-663 du 19 juillet 1976 modifiée. En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant cette utilisation ultérieure.

ARTICLE 8 : CONDITIONS PARTICULIERES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS

8.1 INFORMATION DES POUVOIRS PUBLICS ET DES POPULATIONS

8.1.1 Principe d'information préventive

L'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme écrite, des populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

8.1.2 Information de l'inspection des installations classées

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976.

Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.

8.2 SECURITE DES PROCEDES ET INSTALLATIONS

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel concerné de tout incident.

8.3 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

8.3.1 Organisation de l'établissement

Les installations susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux doivent être placées sous la responsabilité d'un préposé désigné par l'exploitant.

Une consigne écrite doit préciser :

- les modalités d'exploitation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Cette consigne est affichée en permanence et de façon apparente à proximité du dépôt. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.3.2 Aménagements

Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

En particulier, les matériaux utilisés pour la construction des appareils susceptibles de contenir des produits liquides ou pulvérulents doivent être résistants à l'action de ces produits.

Le sol des aires ou des bâtiments où doivent être stockés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution doit être étanche, incombustible, résistant à l'action des produits susceptibles de s'y répandre et aménagé de façon à former une cuvette de rétention capable de contenir tout produit accidentellement répandu ainsi que les eaux de lavage.

Le chargement ou le déchargement de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution, ne pourra être effectué en dehors des aires spéciales prévues à cet effet et capables de recueillir tout produit éventuellement répandu ainsi que les eaux de lavage.

8.3.3 Equipements des stockages et rétentions

Tout stockage de produits susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des liquides polluants qui pourraient être accidentellement répandus.

Dans le cas des stockages de produits liquides, le volume de cette rétention est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand stockage associé,
- 50% de la capacité globale des stockages associés.

Les capacités de rétention doivent également être dimensionnées pour contenir les eaux de lutte contre un incendie.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Elles doivent être étanches, en toutes circonstances, aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à leur action physique et chimique.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

8.4 PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

8.4.1 Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionnel à la nature des conséquences de ceux-ci.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

8.4.2 Conception des bâtiments et des locaux

Les bâtiments et les locaux doivent être conçus, aménagés et entretenus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur la moitié de leur périmètre, par une voie engin.

A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures,
- couvertures incombustibles,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heures et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- portes donnant vers l'extérieur pare flamme de degré 1/2 heure,
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation..

8.4.3 Installation de réfrigération et compression

Les installations de réfrigération et de compression sont maintenues en bon état d'entretien.

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont aménagés de façon à ce qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors, dans le respect des dispositions en vigueur.

8.4.4 Silos de stockage de farine

Les silos de stockage de farine sont équipés et exploités de manière à éviter que leur fonctionnement puissent être à l'origine de dangers ou inconvénients visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

8.4.5 Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

8.4.6 "Permis de travail"

Dans les parties des installations visées au point ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

8.4.7 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

8.4.8 Matériel électrique

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Des rapports de contrôle doivent être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.4.9 Protection contre la foudre

8.4.9.1 Application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993

Les installations doivent être protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre et aux recommandations de la Norme française C 17-100.

8.4.9.2 Etude préalable

— 8.4.9.2 Etude préalable Re 24/08/01

La réalisation des dispositifs de protection doit être précédée d'une étude. Les conclusions de cette étude sont soumises à l'inspecteur des installations classées avant travaux éventuels, notamment pour acceptation des mesures équivalentes proposées et justifiées par l'exploitant dans les cas où le respect des recommandations de la norme s'avérerait impossible pour des raisons techniques ou économiques.

8.4.9.3 Suivi des dispositifs de protection

L'état des dispositifs de protection contre la foudre doit faire l'objet, tous les cinq ans, après travaux ou après impact de foudre dommageable, d'une vérification comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé ; en cas d'impossibilité démontrée par l'étude préalable, des mesures équivalentes doivent être adoptées.

8.4.9.4 Justification

Les pièces justificatives du respect des articles 1 à 3 de l'arrêté ministériel rappelées et précisées ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Après chaque vérification, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

8.4.10 Protection contre les courants de circulation

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Est considéré comme "à la terre" tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 20 ohms.

Ces mises à la terre sont faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créées en vue de la protection des travailleurs par application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

8.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE

8.5.1 Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

8.5.1.1 Equipe d'intervention

Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement.

Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés.

8.5.1.2 Moyens relatifs aux incendies et explosions

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens comportent au minimum :

- une réserve d'eau de 120 m³ ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement repartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des Robinets d'Incendie Armés repartis dans le dépôt de stockage des emballages ;
- un dispositif de détection automatique d'incendie ;
- des exutoires de fumées en partie haute de l'établissement.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Les dispositifs de sécurités et les moyens de secours et lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état de service et périodiquement vérifiés.

8.5.2 *Entretien des moyens de secours*

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser six mois, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 9 : AUTRES DISPOSITIONS

9.1 ECHEANCIER DES REALISATIONS

Les points et aménagements ci-après définis doivent être respectés ou réalisés conformément à l'échéancier suivant :

Travaux projetés	Année	% réalisés annuellement
Système de refroidissement		
Etude relative à la limitation de la consommation en eau	2000	100
Mise en place d'un système permettant l'économie ou le recyclage des eaux de refroidissement	2001/2002	50
Traitement des effluents		
Séparateur à hydrocarbures	2001	50
Mise en conformité des installations de pré-traitement des eaux industrielles pour la signature de la convention de raccordement au réseau collectif d'assainissement	2000/2001	50
Lutte contre l'incendie		
Etude du risque foudre	2000/2001	50
Mise en conformité des installations pour la protection contre le risque foudre	2001/2002	50
Réserve hydraulique de 120 m ³	2000/2001	50
Désenfumage des ateliers de fabrication	1999/2004	20
Mur coupe-feu de degré 2 heures dans le local de maintenance	2002/2004	33

9.2 RECAPITULATIF DES TRANSMISSIONS A L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

- Trimestriellement :
 - Résultats des contrôles des eaux effectués par un laboratoire agréé ;
 - Résultats autosurveillance des eaux.
- Annuellement :
 - Compte-rendu des exercices de simulation prévus au titre de la prévention des incendies.
- Autres envois :
 - Vérification des dispositifs de protection contre la foudre tous les cinq ans ;
 - Mesure des niveaux d'émission sonore par un organisme agréé tous les trois ans ;
 - Résultats d'autosurveillance des eaux défavorables et mesures correctives apportées.

9.3 INSPECTION DES INSTALLATIONS

9.3.1 Inspection de l'administration

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui seront effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance

technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

9.3.2 Contrôles particuliers

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'Environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

9.4 CESSATION D'ACTIVITE

L'autorisation cesse de produire effet au cas où les installations ne seraient pas exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera M. le Préfet, au minimum un mois avant cette cessation et dans les formes définies à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976. A cette fin :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles doivent être si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre...) ;
- la qualité des sols, sous-sols et bâtiments est vérifiée par une étude spécifique et au besoin ceux-ci doivent être traités.

9.5 TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

9.6 HYGIENE ET SECURITE

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

9.7 EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration pourra juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

9.8 MODIFICATIONS DE L'EXPLOITATION

En application de l'article 20 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, toute modification apportée à l'installation, au mode d'exploitation, ou à son voisinage, ou d'une manière plus générale à l'organisation, doit être portée à la connaissance du Préfet.

Cette modification peut conduire à l'édiction de prescriptions complémentaires s'il y a lieu.

9.9 DELAIS DE PRESCRIPTIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

9.10 INCIDENTS - ACCIDENTS

L'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 10 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES TIERS ET EXECUTION

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Faute, par l'exploitant, de se conformer aux conditions sus-indiquées et à toutes celles que l'administration jugerait utiles, pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, de lui prescrire ultérieurement, la présente autorisation pourra être rapportée.

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Une copie de cet arrêté devra, en outre, être constamment tenue affichée dans le lieu le plus apparent de l'établissement.

Le Maire de PESSAC est chargé de faire afficher à la porte de la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, en faisant connaître qu'une copie intégrale est déposée aux archives communales et mise à la disposition de tout intéressé.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux du département.

le Secrétaire Général de la Préfecture,
le Maire de Pessac,
l'Inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement,
le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours,
le Directeur Départemental de l'Équipement,
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation
Professionnelle,
le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
le Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine,
le Directeur Régional de l'Environnement,
le Directeur du Service Interministériel Régional de Défense et de Protection
Civile,
le Directeur du Port Autonome de Bordeaux,
le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

et tous agents de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **16 AOUT 2008**

LE PREFET,

Pour le Préfet
Secrétaire Général



Albert DUPUY

ANNEXE I : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS

A) Documents à tenir à jour et à disposition de l'Inspection des Installations Classées

1) Généralités

- plan de l'établissement
- liste des installations

2) Eau

- plan des réseaux
- registre de consommation d'eau
- convention de rejets (en cas de rejet dans STEP)

3) Air

- registre de contrôle des installations

4) Déchets

- registre de suivi des déchets (DIB & DIS)

5) Risques

- consignes générales de sécurité
- registres de suivi foudre, A.P., levage, manutention, électricité
- registre exercices incendie

B) Documents ou résultats d'analyses à adresser à l'Inspection des Installations Classées

FREQUENCE	Mensuelle	Trimestrielle	Annuelle	Dès réalisation
1) EAU				
- dispositif des installations de pré-traitement				X
- convention de raccordement				X
- autosurveillance des rejets		X		
- calage./organisme agréé		X		
- Etude d'économie de la consommation en eau				X
2) AIR				
- bilan annuel des rejets			X	
3) DECHETS				
- déclaration d'élim.déchets spéciaux		X		
- rapport annuel déchets d'emballages			X	
4) BRUIT				
- étude acoustique				état 0 puis tous les 3 ans
5) RISQUES				
- Vérification des dispositifs de protection contre la foudre				état 0 puis tous les 5 ans
6) AUTRES				
- rapport général d'activité			X	

ANNEXE II : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES

Société CURAT-DOP

FREQUENCE DES CONTROLES

DESIGNATION	CONTROLE PERIODIQUE (EXPLOITANT)	CONTROLE PAR LABORATOIRE AGREE	OBSERVATIONS
Prélèvements d'eau	Journalier		
Rejets d'eau débit – PH caractéristiques chimiques	Journalier --	Trimestriel	
Rejets atmosphériques	--	Annuel	
Bruit	--	Triennal	

ANNEXE III : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS LIQUIDES

Etablissement :

Identification du rejet (1) :

Année :
Mois :
Arrêté préfectoral n° ... du .../.../.....

Paramètre	Débit	Prod	PH	DCO		DBO5		MES		Paramètre N	Paramètre N+1	Observations
Fréquence												
Unité	m3/j /j		mg/l	kg/j	mg/l	Kg/j	mg/l	kg/j			
Norme AP												
date 1												
date 2												
date 3												
date 4												
date 5												
date 6												
date 7												
date 8												
date 9												
date 10												
date 11												
date 12												
date 13												
date 14												
date 15												
date 16												
date 17												
date 18												
date 19												
date 20												
date 21												
date 22												
date 23												
date 24												
date 25												
date 26												
date 27												
date 28												
date 29												
date 30												
date 31												
TOTAL												
MOYENNE												

Observations de l'exploitant :

Déclaration à adresser :
- à la DSV – Service Installations Classées
- au service chargé de la police des eaux

Société CURAT-DOP 69, Avenue Jean Jaurès à PESSAC
ANNEXE IV : ECHEANCIER DES REALISATIONS

ARRETE PREFECTORAL DU

Société CURAT-DOP à PESSAC

OBJET	DATE
► Installations <i>transmise le 17/01/02</i> - Etude relative à la limitation de la consommation en eau - Mise en place d'un système permettant l'économie ou le recyclage des eaux de refroidissement	31 décembre 2000 OK 31/12/0 2 ^{ème} semestre 2002
► Eau - Séparateur à hydrocarbures - Mise en conformité des installations de pré-traitement des eaux industrielles et signature de la convention de raccordement au réseau collectif d'assainissement - Elimination des boues de décantation dans une filière autorisée	1 ^{ème} semestre 2001 31/12/0 2 ^{ème} semestre 2001 2 ^e sem 2002 1 ^{ème} semestre 2001 2 ^e sem 2002
► Risque : Incendie - Réserve hydraulique de 120 m3 - Etude du risque foudre <i>transmise le 24/08/01</i> - Mise en conformité des installations pour la protection contre la foudre - Système de désenfumage des ateliers de fabrication - Mur coupe-feu de degré 2 heures dans le local de maintenance	2 ^{ème} semestre 2001 — 2 ^e sem 2002 2 ^{ème} semestre 2001 OK 2 ^{ème} semestre 2002 2 ^{ème} semestre 2004 2 ^{ème} semestre 2004

SOMMAIRE DU PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

Société CURAT DOP 69, Avenue Jean-Jaurès à BESSAC

ARTICLE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PREALABLES	2
1.1 BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION	2
1.2 AUTRES RÉGLEMENTATIONS	2
1.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES.....	2
1.4 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	2
1.5 CONFORMITÉ AUX PLANS ET AU DOSSIER DÉPOSÉ.....	3
1.6 EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS.....	3
1.7 RÉGLEMENTATION DES INSTALLATIONS SOUMISES À DÉCLARATION.....	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION	3
2.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX.....	4
2.2 CONCEPTION ET AMENAGEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT.....	4
2.3 ACCÈS, VOIES ET AIRES DE CIRCULATION.....	5
2.4 ENTRETIEN DE L'ÉTABLISSEMENT.....	5
2.5 CONSIGNES D'EXPLOITATION	6
ARTICLE 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	6
3.1 PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU.....	6
3.1.1 Dispositions générales.....	6
3.1.2 Equipement - Exploitation	6
3.2 AMÉNAGEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX	7
3.3 AMÉNAGEMENT DES POINTS DE REJET.....	7
3.4 SCHÉMAS DE CIRCULATION DES EAUX.....	8
3.5 EAUX DE PLUIE ET EAUX DE REFROIDISSEMENT	8
3.6 EAUX INDUSTRIELLES	8
3.6.1 Traitement des eaux industrielles	8
3.6.2 Entretien des réseaux et bassins	9
3.7 EAUX USÉES SANITAIRES.....	9
3.8 VALORISATION DES BOUES DE TRAITEMENT.....	9
3.9 LIMITATION DES REJETS AQUEUX	9
3.9.1 Principes généraux	9
3.9.2 Valeurs limites	9
3.10 SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	11
3.10.1 Modalités d'autosurveillance des eaux résiduaires.....	11
3.10.2 Information concernant la pollution aqueuse.....	12
ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES.....	12
4.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES.....	12
4.2 ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	12
4.3 ENTRETIEN.....	12
4.4 CONDUITS D'ÉVACUATION DES EFFLUENTS CANALISÉS.....	13
4.5 LIMITATION DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES.....	13
4.5.1 Principes généraux	13
4.5.2 Valeurs limites	13
4.6 SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES.....	13
ARTICLE 5 : ELIMINATION DES DECHETS INTERNES	14
5.1 GESTION GÉNÉRALE DES DÉCHETS.....	14
5.2 STOCKAGE DES DÉCHETS.....	14
5.3 ELIMINATION DES DÉCHETS	14
5.4 SUIVI DE LA PRODUCTION ET DE L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS.....	15
5.5 INFORMATION CONCERNANT LES DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX.....	15
ARTICLE 6 : PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS	15

6.1 VÉHICULES - ENGIN DE CHANTIER.....	16
6.2 APPAREILS DE COMMUNICATION	16
6.3 VIBRATIONS.....	16
6.4 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT ET DE VIBRATION.....	16
6.4.1 Principes généraux.....	16
6.4.2 leurs limites de bruit.....	17
6.5 AUTOCONTROLES DES NIVEAUX SONORES.....	17
ARTICLE 7 : LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS – REHABILITATION	17
7.1 PROPRETÉ DU SITE.....	17
7.2 OBJECTIFS DE LA RÉHABILITATION DU SITE A L'ARRÊT DES INSTALLATIONS.....	17
ARTICLE 8 : CONDITIONS PARTICULIERES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS	18
8.1 INFORMATION DES POUVOIRS PUBLICS ET DES POPULATIONS.....	18
8.1.1 Principe d'information préventive.....	18
8.1.2 Information de l'inspection des installations classées.....	18
8.2 SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS ET INSTALLATIONS.....	18
8.3 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX.....	18
8.3.1 Organisation de l'établissement.....	18
8.3.2 Aménagements.....	19
8.3.3 Équipements des stockages et rétentions.....	19
8.4 PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION.....	19
8.4.1 Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion	19
8.4.2 Conception des bâtiments et des locaux	20
8.4.3 Installation de réfrigération et compression.....	20
8.4.4 Silos de stockage de farine	20
8.4.5 Interdiction des feux	20
8.4.6 "Permis de travail"	21
8.4.7 Consignes de sécurité	21
8.4.8 Matériel électrique.....	21
8.4.9 Protection contre la foudre.....	22
8.4.10 Protection contre les courants de circulation.....	22
8.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE	22
8.5.1 Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre.....	22
8.5.2 Entretien des moyens de secours	23
ARTICLE 9 : AUTRES DISPOSITIONS	23
9.1 ECHÉANCIER DES REALISATIONS.....	23
9.2 RÉCAPITULATIF DES TRANSMISSIONS À L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	24
9.3 INSPECTION DES INSTALLATIONS	24
9.3.1 Inspection de l'administration.....	24
9.3.2 Contrôles particuliers.....	25
9.4 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	25
9.5 TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT	25
9.6 HYGIENE ET SECURITE.....	25
9.7 EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION.....	26
9.8 MODIFICATIONS DE L'EXPLOITATION.....	26
9.9 DÉLAIS DE PRESCRIPTIONS.....	26
9.10 INCIDENTS - ACCIDENTS.....	26
ARTICLE 10 : DELAI ET VOIE DE RECOURS	26
ARTICLE 11 : INFORMATION DES TIERS ET EXECUTION	26
ANNEXE I : RECAPITULATIF DES DOCUMENTS ET ENVOIS	
ANNEXE II : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES CONTROLES	
ANNEXE III : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS LIQUIDES	
ANNEXE IV : ECHEANCIER DES REALISATIONS	